



Appel d'offres ouvert N° 42/2021 ABHS

ASSISTANCE TECHNIQUE ET SUIVI DES TRAVAUX D'ENTRETIEN
ET REPARATION DES BARRAGES

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Réservé aux Petites et Moyennes Entreprises
Nationales

Table de matières

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES	5
ARTICLE 1: OBJET DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES	5
ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES ...	5
ARTICLE 4 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE...	6
ARTICLE 5 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE.....	6
ARTICLE 6 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE.....	7
ARTICLE 7: PRESENTATION DE DOCUMENTS.....	7
ARTICLE 8 : DELAI DE VALIDATION DES DOCUMENTS PAR LE MO	7
ARTICLE 9 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE	7
ARTICLE 10 : NANTISSEMENT	7
ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE	8
ARTICLE 12 : DELAI D'EXECUTION	8
ARTICLE 13 : NATURE DES PRIX.....	8
ARTICLE 14 : REVISION DES PRIX	9
ARTICLE 15 : CAUTIONNEMENT PROVISoire ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF	9
ARTICLE 16 : RETENUE DE GARANTIE TECHNIQUE.....	9
ARTICLE 17 : ASSURANCES - RESPONSABILITE	10
ARTICLE 18 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT.....	10
ARTICLE 19 : RECEPTION PROVISoire.....	10
ARTICLE 20 : DELAI DE GARANTIE	10
ARTICLE 21 : MODALITES DE REGLEMENT.....	10
ARTICLE 22 : PENALITES POUR RETARD.....	11
ARTICLE 23 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX PRESTATAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC	11
ARTICLE 24 : RECEPTION DEFINITIVE	11
ARTICLE 25 : RESILIATION DU MARCHE.....	11
ARTICLE 26 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	12
ARTICLE 27 : FORCE MAJEURE.....	12
ARTICLE 28 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC.....	12
ARTICLE 29 : MESURES DE SECURITE	12
ARTICLE 30 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	12
CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.....	13
ARTICLE 31 : NATURE DES TRAVAUX OBJET DE L'ASSISTANCE A REALISER PAR LE MO	13
ARTICLE 32 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	13
ARTICLE 33 : RAPPORTS ET DOCUMENTS A FOURNIR	14
ARTICLE 34 : PERSONNEL DE SUIVI DES CHANTIERS.....	15
ARTICLE 35 : DEFINITION DES PRIX.....	15
ARTICLE 36 : BORDEREAU DES PRIX FORMANT DETAIL- ESTIMATIF	18

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert N° 42/2021/ABHS en séance publique Sur offres de prix en vertu de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du décret n°2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif Aux marchés publics.

ENTRE

L'Agence du Bassin Hydraulique de Sebou à Fès représenté par son Directeur.
Désigné ci-après par le Maître d'Ouvrage (M.O) ou ABHS

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale

M.qualité
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social Patente n°
Registre de commerce deSous le n°
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
.....
Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions).....ouvert auprès de.....
Désigné ci-après par le terme « Prestataire ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

2. cas de personne physique

M.
Agissant en son nom et pour son propre compte.
Registre de commerce deSous le n°
Patente n° Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
.....
Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions).....ouvert auprès de.....
Désigné ci-après par le terme « Prestataire ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETEET CONVENU CE QUI SUI

3. cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention(les références de la convention)..... :

- **Membre 1 :**

M.qualité
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui
sont conférés.
Au capital social Patente n°
Registre de commerce deSous le n°.....
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
.....
Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions).....
ouvert auprès de.....

- **Membre 2 :**

(Servir les renseignements le concernant)

-

-

- **Membre n :**

Nous nous obligeons (*conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement*) ayant
M..... (*prénom, nom et qualité*) en tant que
mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestation d'assistance et de
suivi, ayant un compte bancaire commun sous n°
(RIB sur 24 positions).....
ouvert auprès

Désigné ci-après par le terme « Prestataire ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES

Le marché issu du présent appel d'offres a pour objet la réalisation des prestations d'assistance technique et de suivi des travaux d'entretien et réparation des barrages situés dans la zone d'action du Bassin Hydraulique du Sebou.

Il concerne les travaux lancés au titre de l'exercice 2021, à savoir :

- Les travaux d'entretien et de réparation des ouvrages de génie civil des petits et grands barrages,
- Les travaux d'entretien et de réparation des équipements hydro-électromécaniques des barrages,
- Les travaux d'entretien et de réparation des équipements électriques des barrages,
- Les travaux de maintenance préventive des ouvrages de génie civil des barrages.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du marché issu du présent appel d'offres concernent l'assistance technique de l'Agence pour le suivi et le contrôle des travaux de génie civil, d'électromécanique et d'électricité des barrages situés dans la zone d'action de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou :

<i>Barrage</i>	<i>Province</i>	<i>Barrage</i>	<i>Province</i>
Garde de Sebou	Kénitra	Idriss 1er	Taounate
El Kensera	Khémisset	Sahla	
Ouljet Essoltane	Khémisset	Bouhouda	
Al Wahda	Ouezzane	Asfalou	
Ettine		Makrach	
Complexe Allal Fassi	Sefrou	Bab Louta	Taza
Ait Moulay Ahmed	Ifrane	Sehb EL Merga	Boulemane
MichLifen		Sidi Chahed	My Yacoub
Gaada et Mahrez	Fès		

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES

Les documents constitutifs du marché issu du présent appel d'offre sont ceux énumérés ci-après

- L'acte d'engagement,
- Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
- L'offre technique
- Le bordereau des prix formant détail estimatif,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat.

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché issu du présent appel d'offre, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret précité n° 2-12-349, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus

ARTICLE 4 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Le Prestataire est soumis aux obligations des documents et textes généraux réglementaires suivants :

- L'arrêté portant organisation financière et comptable **des agences des bassins hydrauliques** N°2-1104/DE/SPC du 8 mars 2005 ;
- Le décret n° 2.12.349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux **marchés publics** ;
- Le décret n° 2.01.2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux **marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre** passés pour le compte de l'Etat ;
- Le dahir du 19 Février 2015 relatif au **nantissement**, tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au **code du travail** ;
- **Code général des impôts** ;
- Circulaire n°72/CAB du 26 Novembre 1992 d'application du Dahir n° 1.56.211 du 211 du 11 décembre 1956 relatif aux **garanties pécuniaires** exigées des soumissionnaires ou adjudicataires de marchés publics,
- L'arrêté du chef du gouvernement n°3-302-15 (27 Novembre 2015) fixant les règles et les conditions de **révision des prix** des marchés publics,
- Le décret 2-07-1235 du 5 Kaada 1429 (4 novembre 2008) relatif au **contrôle des dépenses de l'Etat** ;
- Le décret n° 2-16-344 du 17 Chaoual 1437 (22 Juillet 2016) fixant **les délais de paiements et les intérêts moratoires** relatif aux commandes publiques ;
- Les textes législatifs et réglementaires concernant **l'emploi et les salaires de la main d'œuvre** et notamment le Dahir no 2-72-051 du 15 Janvier 1972 portant revalorisation des salaires minimum interprofessionnels garantis et le décret no 2-79-216 du 10 Joumada II 1399 (7 Mai 1979) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture,
- Les Dahir du 25 Juin 72, des 15 Mars et 21 Mai 1963 relatifs aux **accidents prévus par la législation du travail**.

Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal n°2.73.685 du 12 kaâda 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.

En outre, le concurrent devra se procurer de ces documents s'ils ne sont pas en sa possession et ne pourra en aucun cas exciper l'ignorance de ceux-ci pour se dérober des obligations qui y sont contenues.

En cas de modification, dans les textes concernés, le concurrent se référera aux plus récents d'entre eux.

Si les textes généraux présentent des clauses contradictoires, le concurrent devra se conformer au plus récent d'entre eux.

ARTICLE 5 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

Le marché issu du présent appel d'offres ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après notification de son approbation par l'autorité compétente et son visa par le Contrôleur d'Etat de l'ABHS.

L'approbation du marché issu du présent appel d'offres doit intervenir avant tout commencement de réalisation. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de 75 jours à compter de la date d'ouverture des plis.

ARTICLE 6 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché issu du présent appel d'offres, le MO remet gratuitement au prestataire, contre décharge, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier de prescriptions spéciales et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché issu du présent appel d'offres à l'exception du cahier des prescriptions communes applicable et du cahier des clauses administratives générales relatif aux prestations d'études et de maîtrises d'œuvre .

Le MO remet également au prestataire les marchés passés pour la réalisation des travaux d'entretien et réparation des barrages (objet de l'assistance) : Marchés des travaux de génie civil et marchés des travaux électromécaniques et d'électricité.

Le MO ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif.

ARTICLE 7: PRESENTATION DE DOCUMENTS

Les documents énumérés par l'article n° 33 seront fournis, sur support papier respectivement en deux et quatre exemplaires et sur CD ROM.

ARTICLE 8 : DELAI DE VALIDATION DES DOCUMENTS PAR LE MO

Le MO s'engage à procéder par écrit à l'acceptation de ces documents, ou à faire ses observations éventuelles au prestataire dans les conditions prévues par l'article 47 du CCAG-EMO.

ARTICLE 9 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE

A défaut d'avoir élu domicile au niveau de l'acte d'engagement, toutes les correspondances relatives au marché issu du présent appel d'offres sont valablement adressées au domicile élu par le prestataire, sis.....Maroc.

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le MO dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 10 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions du dahir du 19 Février 2015 relatif au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, en exécution du marché issu du présent appel d'offres sera opérée par les soins de Mr. Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.
- Le fonctionnaire, chargé de fournir au Prestataire ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 7 du dahir du 19 Février 2015, est Mr Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

- Les paiements prévus au marché issu du présent appel d'offres seront effectués par le Trésorier Payeur l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Le MO délivre sans frais, au prestataire, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché issu du présent appel d'offres portant la mention " exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir du 19 Février 2015 relatif au nantissement des marchés publics.

Les frais de timbre de l'original du marché issu du présent appel d'offres et de « l'exemplaire unique » remis au prestataires sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE

Si le Prestataire envisage de sous-traiter une partie du marché issu du présent appel d'offres, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- L'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous- traitants ;
- Le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- La nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- Le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché précité ;
- Une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché issu du présent appel d'offres ni porter sur le lot ou le corps d'état principal dudit marché. Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents à l'article 24 du décret 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

Le Prestataire précité est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché issu du présent appel d'offres, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises conformément à l'article 158 de décret précité n° 2-12-349.

Le Prestataire demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché issu du présent appel d'offres tant envers l'Agence que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. L'Agence ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

ARTICLE 12 : DELAI D'EXECUTION

Le prestataire devra réaliser les prestations désignées en objet dans un délai de **15 (quinze)** mois. Le délai de la réalisation court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de la réalisation des prestations d'assistance technique et de suivi des travaux.

Ce délai s'applique à l'achèvement de toutes les prestations incombant au prestataire.

ARTICLE 13 : NATURE DES PRIX

Le marché issu du présent appel d'offres est à prix unitaires.

Les sommes dues au prestataire sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix ou bordereau des prix détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché issu du présent appel d'offres.

Les prix dudit marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

Les prix du marché issu du présent appel d'offres sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations d'assistance technique et suivi y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

Tout manquement à l'une des prestations précitées entraîne le non-paiement de tous les visites réalisées au cours du mois.

ARTICLE 14 : REVISION DES PRIX

Par l'application de l'article 12 du décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité, les prix du présent marché sont fermes et non révisables. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

ARTICLE 15 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à **10.000 Dh (Dix milles Dirhams)**. Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3 %) du montant initial du marché issu du présent appel d'offres.

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du marché issu du présent appel d'offres, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'Etat.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le MO dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des prestations.

ARTICLE 16 : RETENUE DE GARANTIE TECHNIQUE

Par application de l'article 48 du CCAG-EMO, une retenue de garantie technique sera prélevée sur les acomptes. Elle est égale à dix pour cent (10 %) du montant de chaque acompte. Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial du marché issu du présent appel d'offres augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

Ladite retenue peut être remplacée, à la demande du prestataire, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Cette retenue est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le MO dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des prestations.

ARTICLE 17 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le prestataire doit adresser au MO, avant tout commencement des prestations objet du marché issu du présent appel d'offres, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution dudit marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 18 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le prestataire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché issu du présent appel d'offres, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 19 : RECEPTION PROVISOIRE

A l'achèvement des prestations et en application de l'article 47 du CCAG-EMO, le MO s'assure en présence du Prestataire de la conformité des prestations aux spécifications techniques du marché issu du présent appel d'offres et prononcera la réception provisoire. Elle sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire.

S'il constate que les prestations présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications dudit marché, le prestataire doit se conformer aux instructions du MO. A défaut, les missions de suivi seront suspendues.

ARTICLE 20 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à 3 (trois) mois à compter de la date de la réception provisoire.

Pendant le délai de garantie, le prestataire sera tenu de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas d'anomalies ou imperfections constatées et de remédier à l'ensemble des imperfections ou anomalies sans pour autant que ces prestations supplémentaires puissent donner lieu à paiement.

ARTICLE 21 : MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement des prestations réalisées sera effectué sur la base de décompte établi par le MO en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement exécutées, déduction faite de la retenue de garantie.

Le montant de chaque décompte est réglé au prestataire après réception par le MO des documents justifiant l'exécution des prestations qui lui sont confiés dans le cadre du marché issu du présent appel d'offres.

Seules sont réglées les prestations prescrites par le présent cahier des prescriptions spéciales ou par ordre de service notifié par le MO.

Sur ordre du MO, les sommes dues au prestataire seront versées au compte n° (RIB sur 24 positions).....ouvert auprès de.....
(la banque, la poste ou la trésorerie générale du Royaume).

ARTICLE 22 : PENALITES POUR RETARD

A défaut d'avoir terminé les prestations dans le délai prescrit par l'article n° 12, à défaut d'avoir remis les rapports mensuels ou les documents exigés dans les délais prescrits par l'article n° 33 et à défaut d'avoir intervenu dans le délai fixé par l'article n° 32, il sera appliqué au prestataire une pénalité par jour calendaire de retard de 1 ‰ (Un pour mille) du montant du marché issu du présent appel d'offres modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du marché issu du présent appel d'offres.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant du marché issu du présent appel d'offres modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier ledit marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 42 du CCAG-EMO.

ARTICLE 23 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX PRESTATAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des prestations réalisées au Maroc dans le cadre du marché issu du présent appel d'offres.

ARTICLE 24 : RECEPTION DEFINITIVE

Conformément aux stipulations de l'article 49 du CCAG-EMO, une réception définitive est prononcée par le maître d'ouvrage à la date d'expiration du délai de garantie technique, si le prestataire a rempli à cette date toutes les obligations mises à sa charge par le marché issu du présent appel d'offres en matière de garantie.

La réception définitive donne lieu à l'établissement par le maître d'ouvrage d'un procès-verbal dont une copie est notifiée au prestataire.

ARTICLE 25 : RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché issu du présent appel d'offres peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 26 du décret n° 2.12.349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés de l'Etat et celles prévues aux articles 27 à 33 et 52 du CCAG-EMO. La résiliation dudit marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au prestataire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du prestataire, le ministre, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le prestataire est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son administration.

ARTICLE 26 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le prestataire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché issu du présent appel d'offres.

Le prestataire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du marché issu du présent appel d'offres.

ARTICLE 27 : FORCE MAJEURE

Lorsque le prestataire justifie être dans l'impossibilité d'exécuter le marché issu du présent appel d'offres par la survenance d'un événement de force majeure telle que définie par les articles 268 et 269 du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et contrats, il peut en demander la résiliation.

ARTICLE 28 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE, CONDITIONS DE TRAVAIL, IMMIGRATION AU MAROC

Les formalités de recrutement et de paiement des employés sont celles prévues par les dispositions de l'article 19 du CCAG-EMO.

ARTICLE 29 : MESURES DE SECURITE

Le prestataire s'engage à respecter les mesures de sécurité conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-EMO

ARTICLE 30 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des désaccords surgissent avec le prestataire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

Les litiges éventuels entre le MO et le prestataire, à propos de l'exécution des prestations objet du marché issu du présent appel d'offres, sont soumis aux tribunaux compétents.

CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 31 : NATURE DES TRAVAUX OBJET DE L'ASSISTANCE A REALISER PAR LE MO

L'ensemble des travaux (objet de l'assistance) qui seront réalisés par le MO concernent :

- Les travaux d'entretien et de réparation des ouvrages de génie civil des petits et grands barrages,
- Les travaux d'entretien et de réparation des équipements hydro-électromécaniques des barrages,
- Les travaux d'entretien et de réparation des équipements électriques des barrages,
- Les travaux de maintenance préventive des ouvrages de génie civil des petits et grands barrages.

ARTICLE 32 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

D'une manière générale, le Prestataire est tenu de réaliser dans le cadre du marché issu du présent appel d'offres les prestations suivantes :

- l'assistance technique du MO dans le suivi des travaux d'entretien et réparation des barrages,
- le suivi et le contrôle des travaux d'entretien et réparation des ouvrages de génie civil et des équipements hydro-électromécaniques et d'électricité des barrages,
- La vérification des métrés et les plans de principe élaboré par le MO avant d'entamer l'exécution des marchés des travaux objet de l'assistance,
- La préparation des notes de calcul et les plans d'exécution des travaux, tout en produisant, chaque fois que c'est nécessaire, les notes justificatives d'adaptation de la conception et du dimensionnement des ouvrages. Le délai de la transmission de ces plans ne doit pas dépasser 10 jours à partir de la date de demande officielle du MO.
- l'établissement des plans de principe ou de détail pour la réalisation des travaux suite à la demande du MO. Ces plans seront livrés aux entreprises chargées des travaux. Ils doivent être claires et comporter toutes les définitions des ouvrages à réaliser,
- L'établissement des plans de ferrailage des ouvrages avec nomenclature des aciers,
- L'adaptation des plans d'exécution aux conditions du chantier suite à la demande du MO,
- L'assistance du MO pour la recherche des solutions aux problèmes posés tout en tenant compte des prescriptions des CPS régissant les marchés des travaux objet de l'assistance,
- La participation aux réceptions provisoires et définitives,
- L'établissement des situations et métrés pour les confronter à ceux présentés par les Entrepreneurs,
- Collecte et vérification des plans de récolement des travaux exécutés auprès des entrepreneurs,
- La rédaction des cahiers de chantiers pour chacun des marchés et pour chacun des barrages,
- La rédaction des rapports de fin des travaux. Chaque barrage choisi fera l'objet d'un seul rapport résumant les travaux de génie civil, d'électromécanique et d'électricité.

Les visites aux différents chantiers doivent être effectuées selon un planning hebdomadaire établi par les entrepreneurs chargées des travaux en fonction de l'avancement desdits travaux approuvé par le MO et transmis au prestataire 2 jours avant le semaine concernée. Elles concerneront tous les travaux d'entretien en cours d'exécution au niveau du barrage visité.

En cas de problème constaté lors des visites, le Prestataire est sensé aviser le MO par écrit et le lendemain de la visite pour convenir conjointement, lors d'une réunion à tenir sur place ou au siège du MO, de la suite à donner au problème.

Le Prestataire délèguera aux réunions et aux visites des chantiers, le personnel nécessaire (Ingénieurs et techniciens) confirmé ayant une expérience dans le domaine et conforme à l'offre technique objet de l'article 3 du présent CPS. Il devra assister le MO en prodiguant ses conseils techniques et en prêtant à tout moment au MO l'appui de son expérience et de son jugement sur les prestations de l'Entrepreneur.

Entre autre, le Prestataire donnera des avis techniques sur tous les documents produits par l'entrepreneur et ses sous-traitants et en particulier sur :

- Les mémoires techniques définissant les installations de chantier, le mode de réalisation des ouvrages, le phasage d'exécution des travaux,
- Les programmes des travaux tout en tenant compte du caractère des travaux à exécuter au niveau de chaque marché séparément,
- Les propositions techniques et financières,
- Les fiches et prospections techniques du matériel et appareillages installés.,
- Les essais de contrôle du laboratoire et leur interprétation,
- Le choix et l'agrément des matériaux et matériels,
- Les réclamations éventuelles de l'Entrepreneur,
- La vérification des métrés établis par l'Entrepreneur,
- La participation aux visites de réceptions provisoire des ouvrages et des travaux exécutés.

L'avis du prestataire sur ces documents doit parvenir au MO au plus tard une semaine après la réception desdits documents (par email confirmé par fax) et ce pour ne pas entraver l'exécution des travaux liés à ces documents

Ces prestations seront réalisées par des ingénieurs et techniciens confirmés conforme à l'offre technique objet de l'article 3 du présent CPS en fonction de l'avancement des travaux.

En cas de problèmes survenant sur les chantiers et sur demande du MO, le Prestataire doit intervenir dans les 24 heures qui suivent la notification par télécopie. A défaut, les pénalités prévues par l'article 23 seront appliquées automatiquement.

ARTICLE 33 : RAPPORTS ET DOCUMENTS A FOURNIR

Le Prestataire doit fournir :

- Un rapport mensuel décrivant le déroulement des travaux en deux exemplaires et un CD-ROM et remis au MO dans la semaine qui suit le mois écoulé. Ledit rapport doit comprendre entre autre :
 - l'état d'avancement des travaux,
 - le déroulement des travaux,
 - le matériel mobilisé par l'Entrepreneur,
 - la qualité des travaux,
 - les anomalies constatées, les consignes prodiguées et les observations inscrites sur le cahier de chantier,
 - les problèmes rencontrés et les propositions pour y remédier,
 - les photos commentées de l'état d'avancement des travaux,

- un tableau récapitulatif des visites effectuées par les membres de l'équipe proposée par le Prestataire,
- Plan de principe ou de détail (plan coffrage et béton armé) pour la réalisation des travaux suite à la demande du MO en deux exemplaires et un CD-ROM et remis au MO dans les délais fixés par l'article précédent :
 - Lors de l'exécution des travaux, le MO définira exactement le contenu ainsi que les mesures à prendre sur place pour l'élaboration du présent plan,
 - Le délai de remise dudit plan court à partir de la date de demande du MO soit consignée dans un PV de visite soit marquée par télécopie,
 - La remise du présent plan conditionne la validation du PV de la visite d'ingénieur ou du technicien y afférente,
 - Le prestataire déplorera tous les moyens nécessaires pour avoir les données nécessaires à l'élaboration du plan précité et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ces prescriptions.
- En fin du chantier de chaque barrage et dans un délai de 30 (trente) jours après la réception provisoire et en 4 exemplaires et CD ROM, un rapport de fin des travaux de génie civil, d'électromécanique et d'électricité précisant :
 - Les conditions de déroulement des travaux,
 - Le matériel mobilisé par l'Entrepreneur,
 - Les problèmes rencontrés,
 - Les adaptations apportées au chantier,
 - Les contrôles de qualité effectués par le laboratoire,
 - La qualité et le quantitatif des travaux,
 - Un album photo,

ARTICLE 34 : PERSONNEL DE SUIVI DES CHANTIERS

Avant le démarrage des prestations d'assistance technique, de suivi et de contrôle des travaux d'entretien des barrages, le Prestataire mobilisera l'équipe proposée dans son offre technique composée d'ingénieurs et techniciens spécialisés en génie civil et électromécanique et électricité.

Il ne sera accepté de modifier l'équipe du projet sans l'autorisation du MO qui se réserve le droit d'écarter tout membre de l'équipe en cas de non-respect de ses obligations envers le MO

ARTICLE 35 : DEFINITION DES PRIX

Les prix 1 et 2 du marché englobent toutes les prestations d'assistance technique, du suivi et du contrôle des travaux d'entretien et de réparation des ouvrages de génie civil et des équipements électromécaniques et électriques des barrages et ce conformément à la définition ci-après et conformément aux articles 32 et 33 ci-dessus.

Les prix unitaires 1 et 2 sont réglés après établissement et remise par le Prestataire de tous les documents liés aux visites des chantiers et approuvés par le MO.

Le prix unitaire n° 3 est réglé après établissement et remise par le Prestataire des plans topographiques, objet de chaque levé demandé par le MO, et approuvés par le MO.

Le prix unitaire n° 4 est réglé après établissement et remise par le Prestataire des rapports de fin des travaux et approuvés par le MO.

D'une manière générale, ces prix sont réglés principalement aux visites effectuées par les ingénieurs et techniciens de l'équipe mobilisée par le Prestataire et sanctionnées par les documents y afférents.

Prix n° 1 : Visite de l'Ingénieur en Génie civil ou en Electromécanique/Electricité,

Ce prix rémunère, à l'unité, la visite d'Ingénieur en Génie civil ou en Electromécanique/Electricité au barrage selon le planning objet de l'article 32 du présent CPS.

Ce prix comprend également tout le travail nécessaire pour les tâches suivantes conformément aux prescriptions des articles 32 et 33 du présent CPS :

- La rédaction des PVs formant le cahier de chantier au niveau de chaque barrage,
- La rédaction et la vérification des comptes rendus, demandés par le MO, pour le contrôle des travaux et l'assistance technique du MO,
- L'élaboration des plans d'exécution et des notes justificatives des ouvrages. A la fin de chaque visite, le MO mentionnera les plans nécessaires à l'exécution des travaux à établir par le prestataire,
- L'adaptation des plans aux situations des travaux,
- L'assistance du MO à la vérification des situations et métrés présentés par les Entrepreneurs,
- L'examen des documents remis par les entrepreneurs,
- La vérification des rapports mensuels des visites,
- La vérification des rapports des rapports de fin des travaux.

Prix n° 2 : Visite du technicien confirmé en Génie civil ou en Electromécanique/Electricité,

Ce prix rémunère, à l'unité, la visite du technicien confirmé en Génie civil ou en Electromécanique/Electricité au barrage selon le planning objet de l'article 32 du présent CPS.

Les visites du technicien incluent également tout le travail nécessaire pour les tâches suivantes conformément aux prescriptions des articles 32 et 33 du présent CPS :

- La rédaction des PVs formant le cahier de chantier au niveau de chaque barrage,
- La rédaction et la vérification des comptes rendus, demandés par le MO, pour le contrôle des travaux et l'assistance technique du MO,
- L'élaboration des plans d'exécution et des notes justificatives des ouvrages. A la fin de chaque visite, le MO mentionnera les plans nécessaires à l'exécution des travaux à établir par le prestataire
- L'adaptation des plans aux situations des travaux,
- L'assistance du MO à la vérification des situations et métrés présentés par les Entrepreneurs,
- L'examen des documents remis par les entrepreneurs,
- La rédaction des rapports mensuels des visites,
- La rédaction des rapports des rapports de fin des travaux.

Prix n° 3 : La réalisation d'un levé topographique à l'endroit indiqué par le MO,

Le levé topographique pour l'assistance et le suivi de contrôle des travaux de génie civil désignés par le MO sera exécuté comme indiqué ci-après :

- Délimitation de la zone indiquée par le MO tout en indiquant sa position par rapport au corps ou un ouvrage annexe du barrage pour produire des plans cotés de détail des ouvrages (caniveau, voile, mur, talus...) à l'échelle convenable 1/10, 1/100 ou 1/1000. Le corps ou l'ouvrage annexe le plus proche de la zone devra figurer par un croquis au niveau de ce levé pour se localiser (la résolution au niveau de cet ouvrage pourra être large),
- Le levé avant d'entamer les travaux d'entretien et de réparation,
- Le levé après l'achèvement des travaux précités ;
- L'établissement des situations et métrés des éléments consommés pour l'exécution desdits travaux (les déblais, les remblais, le béton, gabion, enrochement, ...)

Tous les plans topographiques remis au M.O doivent porter la mention « vérifié par le Bureau d'Etudes... », et doivent être signés par ses soins.

Le prestataire doit fournir Les plans et les levés réalisés cachetés et signés au plus tard une semaine après la demande de l'ABHS

Ce prix est payé au mètre carré

Prix n° 4 : Etablissement des rapports de fin des travaux d'entretien des barrages.

Ce prix est payé au rapport selon les stipulations des articles 32 et 33.

ARTICLE 36 : MONTANT DU MARCHÉ

Le montant du marché issu de cet appel d'offres s'élève.....
à.....Dh TTC.

ARTICLE 36 : BORDEREAU DES PRIX FORMANT DETAIL- ESTIMATIF

Prix	Désignation des prestations	Unité	Qté	Prix Unitaire (HT)	Prix Total (H.T)
1	Visite de l'Ingénieur en Génie civil ou en Electromécanique/Electricité	U	55		
2	Visite du technicien confirmé en Génie civil ou en Electromécanique/Electricité	U	105		
3	La réalisation d'un levé topographique à l'endroit indiqué par le MO	M2	1000		
4	Etablissement des rapports de fin des travaux d'entretien des barrages	Rapport	8		
TOTAL (HTVA)					
TVA (20 %)					
TOTAL (TTC)					

Arrêté le présent bordereau formant détail estimatif à la somme de :.....
, Toutes Taxes Comprises.

NB : Ce bordereau doit être accompagné du sous détail de chaque prix.

Sous-détail du prix n° 1, 2,3 ou 4

Désignation des prestations	Unité	Quantité	P.U (HT)	Montant partiel (HT)
I- FRAIS DE PERSONNEL				
Ingénieurs	Jour			
techniciens	Jour			
Total 1				
II FRAIS DE DEPLACEMENT ET DE SEJOUR				
Frais de séjour	Jour			
Frais de déplacement en voiture	Km			
Total 2				
III EDITION				
Dossiers	Unité			
Total général (HT)				

AO N° 41/2021

Montant :

Page 19 sur 19